

**Arrêté Préfectoral Complémentaire n° DREAL-UID11/66-C1-2025-023
autorisant la SAS CORDIER EXCEL UCCOAR
à poursuivre ses activités d'embouteillage de vin
sur le territoire de la commune de Carcassonne**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la partie législative du code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L 171-6 L.171-8, L.172-1, L. 511-1 et suivants ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination du préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2025 n° DPPPAT-BCI-2025-004 confiant la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu le Plan local d'urbanisme de la commune de Carcassonne approuvé le 26 septembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-11-3482 du 21 mai 2008 de prescriptions complémentaires relatives aux installations de vinification et d'embouteillage de la SA Union des Caves Coopératives de l'Ouest Audois et du Razès (UCCOAR) sur le territoire de la commune de

Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-259-0011 du 15 novembre 2011 prescrivant une étude des rejets et substances dangereuses dans l'eau à la sté UCCOAR sur le territoire de la commune de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL -UID11-66-C1-2023-032 en date du 30 mars 2023 autorisant la société Cordier EXCEL UCCOAR à poursuivre ses activités d'embouteillage de vin sur le territoire de la commune de Carcassonne ;

Vu le récépissé de bénéfice des droits acquis relatif au conditionnement de vin soumis à la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2251 en date du 29 décembre 1997 ;

Vu le courrier préfectoral en date du 25 janvier 2019 relatif à l'octroi du bénéfice des droits acquis pour l'installation relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE (chaudière d'une puissance de 2,4 MW) ;

Vu le courrier préfectoral en date du 8 juin 2022 relatif au changement de raison sociale au bénéfice de la SAS CORDIER EXCEL UCCOAR ;

Vu la convention de rejets des effluents du 01 juillet 2021 ;

Vu le porter à connaissance en date du 17 mars 2025;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par mail le 18 mars 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le retour émis par l'exploitant en date du 20 mars 2025 dans les délais impartis ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 mars 2025;

Considérant que l'installation fonctionne depuis 1991 au bénéfice de l'antériorité et qu'il peut être pris des arrêtés de prescriptions complémentaires au titre de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 des ICPE relative aux entrepôts de stockage suite à la modification des règles de classement ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques applicables à l'installation ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'AUDE,

ARRETE

TITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 : IDENTITÉ DU BÉNÉFICIAIRE

La SAS CORDIER EXCEL UCCOAR , SIRET : 853 951 770 00025, dont le siège social est situé boulevard Henry Bouffet, ZI Salvaza, 11 000 CARCASSONNE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 : PORTÉE DE L'AUTORISATION

Cet arrêté de prescriptions complémentaires concerne les installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, de nature à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Il concerne les installations exploitées par antériorité depuis 1991.

ARTICLE 1.1.3 : ABROGATION

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2023-032 du 30 mars 2023 relatives aux installations de vinification et d'embouteillage de la SAS CORDIER EXCEL UCCOAR sur le territoire de la commune de Carcassonne sont abrogées.

CHAPITRE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

N° nomencl a-ture	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2251 – B1	Préparation, conditionnement de vins. B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hl/ an	La capacité maximale de production 400 000 hl/ an Capacité de cuverie : 10 620 hl	E Activité autorisée par AP du 21/05/08 et bénéficie d'antériorité
1510-2b	2 - Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles visées au 1, le volume des entrepôts étant : b) supérieure ou égal à 50000 m ³ mais inférieur à 90000 m ³	Le volume total des bâtiments de stockage est de 50 570 m³ répartie : IPD 1 : 500 m ² / <500t IPD 2 : 260 m ² / 650 m ³ / 232 t IPD 3 : 6400 m ² / 49 920 m ³ / > 500t	E Activité Enregistrée au bénéfice d'antériorité pour les IPD 2 et 3 par APC 2022
2910-A2	Installations de combustion : A - Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du fioul domestique, des fiouls lourds, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :	Puissance cumulée 3906 Kw répartie : Chaudière production eau chaude : Pmax = 2600Kw Chaudière vapeur chaudière vapeur : Pmax = 1306Kw	DC Courrier préfectoral du 25/01/2019 pour la production eau chaude

	2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW			
2940-2b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque : 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	Application colle : 77 kg/j	DC	
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation : 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Produits liquides : inférieur à 10 t	D	

Régime : E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle) ; D (déclaration)

ARTICLE 1.2.2 : *EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS*

Les installations d'UCCOAR Carcassonne sont situées sur la zone industrielle Salvaza, Bd Henry Bouffet sur des terrains appartenant à la société. Ces terrains sont cadastrés :

Commune	Parcelles	Activité
Carcassonne	Section HR N°488 ; 490 ; 492 ; 466 ; 464 ; 455 ; 870 ; 872 ; 582 section HR	usine

ARTICLE 1.2.3 : *CONSISTANCE DES ACTIVITÉS ET DES INSTALLATIONS*

1.2.3.1 : Description des activités

Les activités exercées sur le site sont des activités de préparation et embouteillage de vin sans vinification sur place ainsi que des activités logistiques de produits finis liés au vin.

1.2.3.2 : Description des installations

Le site est composé de :

- 1 aire de dépotage de vins ou produits dangereux,
- 1 chai extérieur ;
- 1 zone de stockage extérieure des bouteilles vides ;
- 1 bâtiment comprenant :
 - 1 chai intérieur
 - une installation de conditionnement comprenant 6 chaînes de tirage des bouteilles, Bag in Box ou autre contenants ;
 - 1 zone de stockage intérieure des matières sèches plus une mezzanine pour les matières sèches spécifiques;

- 1 zone de stockage intérieure des produits finis ;
- des locaux techniques, sociaux et administratifs ;
- 1 local chaufferie ;
- 1 bâtiment administratif ;
- 1 bâtiment de reconditionnement des produits abîmés et de stockage des échantillons coté unité d'embouteillage ;
- 1 station de pré-traitement des effluents avec bassin enterré de 600 m³ ;
- 1 bassin de rétention des eaux pluviales de 1000 m³.

ARTICLE 1.2.4 : TEXTES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont applicables à l'exploitation des installations :

- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 .

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les dispositions des arrêtés de prescriptions générales relatifs aux installations classées soumises à déclaration de l'établissement sont applicables dont notamment :

- l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- l'arrêté ministériel du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;
- l'arrêté ministériel du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740.

ARTICLE 1.2.5 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du code civil, du code de l'urbanisme, du code du travail, du code du patrimoine et du code général des collectivités territoriales.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 1.2.6 : CONDITIONS PRÉALABLES - CONFORMITÉ AU PRÉSENT ARRÊTÉ

L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté.

Les nouveaux aménagements seront réalisés conformément aux préconisations du présent arrêté et des arrêtés de prescriptions générales qui s'appliquent.

TITRE 2 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT

CHAPITRE 2.1 : CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2.1.1 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que la conservation des sites et des monuments.

Pour atteindre ces objectifs, les installations doivent être au minimum aménagées et exploitées dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2.1.2 : CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent doivent être conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement vis-à-vis de la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, les dispositifs mis en cause doivent être arrêtés.

Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement desdites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité que le pétitionnaire devra justifier.

ARTICLE 2.1.3 : ACCÈS, VOIES ET AIRES DE CIRCULATION

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

Les accès et les voies de circulation doivent être nettement délimités, maintenus en constant état de propreté et dégagés de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les aires de circulation doivent être aménagées pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance.

Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant, ne doivent pas entraîner de salissures sur les voies de circulation publiques.

ARTICLE 2.1.4 : SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée à tout moment et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

ARTICLE 2.1.5 : INTÉGRATION PAYSAGÈRE DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique des sites. Ceux-ci doivent être maintenus en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement).

Les équipements hors d'usages ne doivent pas être maintenus dans les installations.

Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

TITRE 3 : RÈGLES D'EXPLOITATION

CHAPITRE 3.1 : ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 3.1.1 : RESPONSABLE D'EXPLOITATION ET FONCTION SECURITE ENVIRONNEMENT

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux spécificités d'une installation d'assemblage et de conditionnement de vin, aux questions de sécurité, aux dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

Pour s'assurer du respect des présentes obligations réglementaires, et plus généralement du respect des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, l'exploitant organise la fonction « sécurité environnement » de l'installation.

Celle-ci est placée sous la responsabilité directe du directeur de l'établissement ou par délégation d'un ou plusieurs responsable(s) nommément désigné(s).

Ce ou ces responsable(s), qui peut(vent) avoir d'autres fonctions (qualité, hygiène-sécurité ou autres) doit(doivent) disposer de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

ARTICLE 3.1.2 : ÉCRITURE DE PROCÉDURES ET CONSIGNES D'EXPLOITATION

Des procédures sont établies pour toutes les activités qui peuvent avoir un effet significatif sur les performances relatives aux différents points réglementés dans l'arrêté de prescriptions complémentaires, et plus généralement sur l'environnement, au sens de la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Cela concerne notamment les opérations comportant des manipulations dangereuses.

Ces opérations doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites qui prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

ARTICLE 3.1.3 : CONTENU DE LA DOCUMENTATION SÉCURITÉ - ENVIRONNEMENT

La documentation sécurité-environnement comprend au minimum :

- une copie du présent arrêté, pris au titre des installations classées avec les autres arrêtés complémentaires le cas échéant et les différents textes applicables aux installations,
- les récépissés et les prescriptions générales des installations classées soumises à déclaration,
- les plans des installations, en particulier ceux concernant l'implantation des réseaux d'eaux et des équipements de traitement des effluents,
- les rapports d'expertises prévus par le présent arrêté et autres rapports d'examen des installations électriques, appareils de levage,
- les procédures et consignes prévues dans le présent arrêté,
- les rapports des contrôles effectués par l'inspecteur des installations classées,
- les justificatifs de l'élimination des déchets,
- les relevés de consommation d'eau,
- les rapports d'autocontrôle des effluents rejetés dans le réseau public d'eaux usées.
- tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires dans le domaine de l'environnement,

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 3.1.4 : FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL

La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement doit être assurée, chacun pour ce qui concerne le ou les postes qu'il peut être amené à occuper.

Ce doit être le cas, au minimum, pour les postes ayant trait à la mise en œuvre de produits toxiques, la conduite et maintenance des dispositifs de dépollution, ainsi qu'à la sécurité.

Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes.

De plus, l'exploitant doit informer les sous-traitants, fournisseurs, et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.

ARTICLE 3.1.5 : DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 3.2 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.2.1 : PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU

L'alimentation en eau potable est intégralement assurée par le réseau communal.

L'exploitant doit chercher à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire, notamment par l'usage d'eau en surpression pour les lavages.

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

Outre le compteur général, l'exploitant maintient en place les moyens de comptage nécessaires au suivi mensuel de sa consommation d'eau dans les ateliers .

Ces relevés sont consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2 : CONDITIONS PARTICULIÈRES LIÉES À LA SÉCHERESSE

L'exploitant a défini une procédure de gestion des eaux en cas de sécheresse. Cette procédure doit mentionner les mesures spécifiques à mettre en œuvre sur l'installation lors du déclenchement de chacun des seuils définis par l'arrêté cadre sécheresse en vigueur (les mesures sont cumulatives). Les mesures devront prévoir une diminution des consommations d'eau, un renforcement du suivi des consommations, une identification des bénéfices attendus des baisses des consommations, une identification des facteurs limitant la réduction de la consommation d'eau, un renforcement approprié du suivi de l'impact de rejets sur le milieu naturel et tout autre mesure que l'exploitant jugera utile pour chaque seuil défini par l'arrêté cadre sécheresse en vigueur.

Ces mesures seront élaborées dans le respect des règles de sécurité, de salubrité et sanitaires des produits. Ces mesures tiendront compte des meilleures techniques disponibles et des contraintes technico-économiques.

Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.3 : CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux pluviales de

toiture, eaux de refroidissement, eaux vannes...

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt EP « bureaux »	X 43,21207m Y 2,30347 m	Eaux pluviales	réseau eaux pluviales communal	Milieu naturel ruisseau de l'Arnouze	/
Pt EP issues du bassin	X 43,21063m Y 2,30373m	Eaux pluviales	réseau eaux pluviales communal	Milieu naturel ruisseau de l'Arnouze	/
Pt EU issues de la pré-station	X 43,21030m Y 2,30492m	Eaux Usées Industrielles	Réseau eaux usées communales	station d'épuration urbaine St Jean	Convention spéciale de déversement

ARTICLE 3.2.4 : AMÉNAGEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES ET PRÉTRAITEMENTS

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. On doit distinguer en particulier le réseau d'eaux pluviales, d'eaux usées domestiques, d'eaux usées industrielles et d'eaux sanitaires, repérés à l'aide de couleurs différentes conformément à la norme NFX 08-100.

Le réseau de distribution publique d'eau sanitaire doit être protégé contre tout retour de liquide par un dispositif anti-retour de type disconnecteur, entretenu conformément à la réglementation, et installé sur chaque point de raccordement. Le suivi des disconnecteurs est consigné au registre.

Toute communication entre le réseau d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite.

L'arrêt au point d'alimentation en eau des installations doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux usées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible.

Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

L'exploitant tiendra à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus.

Les eaux usées sont issues essentiellement des opérations de lavage de cuves, de sols et de matériels.

L'étanchéité des sols de toutes ces installations doit garantir l'absence d'infiltration qui pourrait polluer les eaux souterraines.

L'ensemble des effluents est acheminé vers la station de traitement des eaux usées de Carcassonne.

Le raccordement à la station d'épuration collective fait l'objet d'une convention passée

entre l'exploitant et le responsable de l'infrastructure d'assainissement. La convention fixe les caractéristiques maximales des effluents déversés au réseau. Toute modification des valeurs de rejets dans la convention devront faire l'objet d'une information de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.5 : *AMÉNAGEMENT DES AIRES DE STOCKAGE ET DE MANIPULATION DES PRODUITS DANGEREUX*

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou l'environnement doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés ou, en cas d'impossibilité, traités conformément aux dispositions du présent arrêté relatives aux déchets.

ARTICLE 3.2.6 : *COLLECTE ET REJET DES EAUX PLUVIALES*

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par ces installations.

Les bâtiments sont équipés de chéneaux et leurs descentes sont raccordées directement au réseau de collecte des eaux pluviales.

Les ouvrages de collecte doivent être dimensionnés pour accepter les effets d'une précipitation au moins décennale.

Tout raccordement au réseau d'eau pluvial, des zones de travail en plein air susceptibles de recueillir des eaux usées est interdit.

Les rejets d'eaux pluviales se font en 2 points de rejet vers le réseau communal EP.

Les surfaces imperméabilisées par les installations d'UCCOAR couvrent une superficie d'environ 25 000 m² réparties comme suit :

- voirie et parking coté unité d'embouteillage : 12 000 m² ;
- bâtiments coté unité d'embouteillage : 13 000 m² .

Les points de rejet des eaux pluviales de l'établissement doivent être clairement identifiés et mentionnés sur le plan du réseau de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.

Sur chaque exutoire de la canalisation de rejet des eaux pluviales, un point de contrôle visuel et de prélèvement d'échantillons doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Le bassin de rétention des eaux pluviales a un volume de 1000 m³. Il admet les eaux collectées sur les toitures des bâtiments côté unité d'embouteillage. Il est équipé d'un ouvrage de fuite permettant d'évacuer le débit de fuite de 21 l/s (canalisation D=200 mm).

Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel ou le réseau pluvial communal doivent être incolores, inodores et ne pas dépasser en concentration instantanée les valeurs des critères de qualité suivants :

- matières totales en suspension (MEST) : concentration inférieure à 35 mg par litre,
- demande biochimique en oxygène (DBO5) : 30 mg par litre,
- hydrocarbures totaux : concentration inférieure à 10 mg par litre,
- pH compris entre 5.5 et 8.5.

ARTICLE 3.2.7 : *SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX :*

Les rejets des effluents doivent respecter les critères suivants :

- le débit envoyé à la station doit être régulé. Le volume maximal rejeté vers la station

est de 200 m³/j et de 90 m³/h.

- la charge polluante journalière rejetée à la STEP communale ne peut dépasser les seuils suivants :
 - DCO <= 2 421 kg /j et 8 069 mg/l ;
 - DBO5 < 1 255 kg/j et 4 182 mg/l ;
 - MES < 70 kg et 232 mg/l ;
 - NTK < 7 kg/j et 22 mg/l ;
 - pT < 2 kg/j et 7 mg/l
 - 5,5 < pH < 8,5,
 - T° ≤ 30 ° C.
 - autres substances :

Indice phénols	0,3	mg/l
Cyanures	0,1	mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5	mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5	mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0,5	mg/l
Chrome hexavalent (en Cr)	0,1	mg/l
Nickel et composés (en Ni)	0,5	mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2	mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	1	mg/l
Etain et composés (en Sn)	2	mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5	mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1	mg/l
Hydrocarbures totaux	10	mg/l
Fluor et composés (en F)	15	mg/l
Mercuré (en Hg)	0,05	mg/l
Cadmium (en Cd)	0,2	mg/l

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés ci après :

Paramètre	Fréquence contrôle
Débit	continu
Ph	continu
Température	continu
DCO	hebdomadaire
DBO5	hebdomadaire
MES	hebdomadaire
NTK	mensuel
pT	mensuel
Autres substances	trimestriel

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées conformément à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2/2/98 sus-visé.

Conformément à la réglementation, les résultats de cette auto surveillance sont communiqués chaque mois au service d'inspection des installations classées de manière dématérialisée.

Une analyse annuelle des eaux pluviales rejetées devra être réalisée et transmise au service d'inspection des installations classées de manière dématérialisée.

CHAPITRE 3.3 : MAÎTRISE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

ARTICLE 3.3.1 : PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES

La combustion à l'air libre est interdite.

L'émission dans l'atmosphère d'odeurs malodorantes et de poussières est interdite sur le site de l'installation.

Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, le port d'une protection des voies respiratoires est obligatoire lors de la manipulation de produits pulvérulents.

En l'absence de fermentation alcoolique, l'activité de traitement et conditionnement de vin n'est pas à l'origine d'odeur particulière.

En revanche la fermentation de l'alcool contenu dans les eaux usées industrielles est une source d'émissions d'odeurs mal odorantes. L'exploitant veillera à régler les temps de pompage des effluents vers le réseau public d'égouts de façon à limiter la stagnation notamment en période estivale.

ARTICLE 3.3.2 : LES REJETS DES CHAUDIÈRES

Les installations de combustion doivent être maintenues dans un bon état de fonctionnement, et pour chacune l'exploitant dispose d'un livret de chaufferie tenu à jour sur lequel sont notées toutes les interventions d'entretien internes et externes.

L'exploitant commande au moins une visite annuelle d'entretien des chaudières par un organisme agréé compétent.

Les dispositions du décret n° 98-817 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières sont applicables.

CHAPITRE 3.4 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS INTERNES

ARTICLE 3.4.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant tient à disposition de l'inspecteur des installations classées les conventions de reprises de l'ensemble des déchets produits par l'installation.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les quantités de déchets produits et leur toxicité.

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis éliminées dans des installations autorisées de façon à ne pas nuire aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

La valorisation des déchets doit être systématiquement recherchée.

Type de déchet	Code	Stockage
DIB en mélange	20 03 01	Benne tout venant
Verre	15 01 07	Benne verre

Cartons	15 01 01	Benne carton
Plastiques	15 01 02	Benne plastique
Bois	15 01 03	Benne bois
DIS	15 01 10*	Containers différenciés

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les déchets et les équipements hors d'usage ne doivent pas être maintenus dans l'établissement sauf si leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation.

ARTICLE 3.4.2 : *STOCKAGE DES DÉCHETS*

Les déchets produits par l'établissement doivent être stockés dans des conditions permettant de prévenir les risques de nuisance pour le voisinage et de pollution de l'environnement.

Pour prévenir le déversement accidentel des huiles et autres polluants dans les réseaux d'eaux usées, eaux pluviales ou dans le milieu naturel, leur stockage est associé à un dispositif de rétention.

Quelle que soit la destination des déchets (à l'exclusion des huiles et solvants), leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production de 3 mois d'activité au rythme usuel de fonctionnement des installations.

TITRE 4 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 4.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

ARTICLE 4.1.1 : *AMÉNAGEMENTS*

Les installations doivent être implantées, construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la tranquillité du voisinage.

ARTICLE 4.1.2 : *APPAREILS DE COMMUNICATION*

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 4.1.3 : *VÉHICULES - ENGINS DE CHANTIER*

Les véhicules de transport et matériels de manutention utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992.

CHAPITRE 4.2 : NIVEAUX SONORES

ARTICLE 4.2.1 : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT A NE PAS DÉPASSER EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

Pour chacune des périodes diurne et nocturne de la journée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement sont donnés dans le tableau ci-dessous :

Périodes	Période de jour, de 7h à 22h sauf dimanche et jour férié	Période de nuit de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 4.2.2 : NIVEAUX LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
sup. à 35 dB(A) et inf. ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 4.2.3 : CONTRÔLES DES NIVEAUX SONORES

Toutes les nouvelles installations fixes de la cave dont le niveau sonore donné par le constructeur est supérieur à 50 dB(A) à 15 mètres, font l'objet d'un diagnostic acoustique par un organisme spécialisé en vue de définir et de mettre en place les protections anti-bruits les mieux adaptées.

Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté, puis tous les 10 ans, l'exploitant fera réaliser une étude des niveaux sonores.

TITRE 5 : PRÉVENTION DES RISQUES D'ACCIDENTS

CHAPITRE 5.1 : PRINCIPES DIRECTEURS

ARTICLE 5.1.1 : IDENTIFICATION DES RISQUES D'ACCIDENT

L'exploitant identifie et caractérise les risques d'incident et d'accident susceptibles de concerner ces installations et il prend les dispositions nécessaires pour les prévenir et en limiter les conséquences. Pour tous les accidents potentiels identifiés (incendie, explosion...) l'étude de dangers jointe au dossier d'autorisation conclut à un risque sérieux ou important. Ces risques concernent les entrepôts. Les mesures de réduction du risque sont celles prescrites dans le présent arrêté et notamment au chapitre 5.3

ARTICLE 5.1.2 : PROCÉDURES D'INTERVENTION

Des procédures doivent être établies pour réagir efficacement et ceci dans les délais les plus brefs en cas d'incident ou d'accident. Elles doivent permettre :

- d'identifier le problème aussi rapidement que possible,
- d'identifier le niveau de gravité,
- de déterminer les actions prioritaires à effectuer.

Ces procédures sont incluses dans la documentation sécurité-environnement prévue dans cet arrêté.

ARTICLE 5.1.3 : INFORMATION DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.4 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur prise pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont conformes à la réglementation en vigueur au titre de la protection des travailleurs.

CHAPITRE 5.2 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

ARTICLE 5.2.1 : ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations susceptibles d'être à l'origine d'une pollution accidentelle des eaux doivent être placées sous la responsabilité d'un préposé désigné par l'exploitant.

ARTICLE 5.2.2 : CONNAISSANCE DES PRODUITS DANGEREUX

L'exploitant doit avoir à disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

ARTICLE 5.2.3 : AMÉNAGEMENTS

Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations, afin d'éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Le sol des aires et des bâtiments, où peuvent être stockés et manipulés des produits autres que le vin susceptibles d'être à l'origine d'une pollution, doit être étanche, incombustible, résistant à l'action des produits susceptibles de s'y répandre et aménagé de façon à former une cuvette de rétention capable de contenir tout produit accidentellement répandu ainsi que les eaux de lavage.

Le chargement ou le déchargement de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution, ne pourra être effectué en dehors des aires spéciales prévues à cet effet et capables de recueillir tout produit éventuellement répandu ainsi que les eaux de lavage et reliées au circuit des eaux usées industrielles de l'établissement.

ARTICLE 5.2.4 : *RÉSERVOIRS ET CANALISATIONS ENTERRÉS*

Le stockage dans des réservoirs enterrés, de produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement est interdit.

L'étanchéité des réservoirs enterrés et des canalisations enterrés doit être contrôlable et éprouvée par un organisme agréé à cet effet suivant les échéances indiquées.

Pour chaque réservoir, un affichage approprié indique en caractères lisibles la dénomination du produit contenu dans le réservoir et son symbole de danger.

ARTICLE 5.2.5 : *AUTRES RÉSERVOIRS*

Les réservoirs aériens (bidons, fûts, bouteilles, sacs et autres) doivent porter en caractères lisibles la dénomination de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Ils doivent être incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

ARTICLE 5.2.6 : *ÉQUIPEMENTS DES STOCKAGES ET RÉTENTIONS*

Tout stockage de produits autres que le vin, susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention des liquides polluants qui pourraient être accidentellement répandus.

Dans le cas des stockages de produits liquides, le volume de cette rétention est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand stockage associé,
- 50% de la capacité globale des stockages associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l.

CHAPITRE 5.3 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

ARTICLE 5.3.1 : *PRINCIPES GÉNÉRAUX DE MAÎTRISE DES RISQUES D'INCENDIE*

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie.

Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

ARTICLE 5.3.2 : *ACCESSIBILITÉ DES BÂTIMENTS*

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Elles sont desservies sur au moins une face par une voie-engin ou par une voie échelle si leur plancher haut est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

ARTICLE 5.3.3 : *COMPORTEMENT AU FEU DES BÂTIMENTS*

Les bâtiments et les locaux à risque d'incendie, préalablement définis par l'exploitant, doivent être conçus, aménagés et entretenus de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les locaux abritant ces installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales définies par les arrêtés types sectoriels visés à l'article 1.2.4

ARTICLE 5.3.4 : *CONSIGNES DE SÉCURITÉ*

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

ARTICLE 5.3.5 : *LOCALISATION DES RISQUES*

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...) et signale ce risque.

ARTICLE 5.3.6 : *INTERDICTION DES FEUX - PERMIS DE FEU*

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance par l'exploitant d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

5.3.7.1 : Plan d'intervention

En cas d'accident, l'exploitant doit assurer à l'intérieur des installations, la direction des secours jusqu'à l'arrivée des services d'incendie et de secours.

Dans ce but l'exploitant doit établir un plan d'intervention qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le personnel doit être formé à l'évacuation.

Ce plan est établi en liaison avec le Service départemental d'incendie et de secours.

5.3.7.2 : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, et judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Un exercice annuel doit être organisé pour former le personnel d'exploitation à l'utilisation des extincteurs.

L'établissement dispose en permanence dans les limites réglementaires autour de son site, des moyens de satisfaire les besoins en eau des sapeurs pompiers en cas d'incendie évalué et mis à jour avec le Service départemental d'incendie et de secours.

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur.

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, et judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ceux-ci doivent être conformes à la règle APSAD R4 ou équivalent ;
- des RIA conformes à la règle APSAD R5 ou équivalent ;
- un système de détection automatique d'incendie .

L'établissement dispose en permanence dans les limites réglementaires autour de son site, des moyens de satisfaire les besoins en eaux évalués selon la règle D9. Trois bornes incendie sont implantées à proximité du bâtiment, sur la voie publique.

Ce matériel est maintenu accessible en permanence et est balisé.

L'exploitant devra s'assurer annuellement que les 3 bornes incendies situées à proximité du site délivrent à minima 240m³/h sous un bar en débit simultané. Les attestations de conformité à ce débit sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 3 ans.

Si ce débit ne peut pas être obtenu par les seuls apports des bornes incendie, l'exploitant sera tenu de mettre en place une réserve d'eau permettant de compléter le volume d'eau nécessaire soit 720 m³ pour 2h sous 1 bar. L'implantation de ce dispositif devra être validée par le SDIS.

Les mesures suivantes doivent être respectées :

- Le permis de feu obligatoire pour toute intervention dans les locaux.
- Le personnel est formé aux risques spécifiques liés à l'activité.
- La zone de stockage extérieure des palettes a une surface maximale de 600 m² répartie en îlots d'un volume unitaire maximal de 200 m³ avec des dégagements de 4 m prévus entre chaque îlot pour permettre la circulation des engins entre les îlots.
- Les locaux de stockage d'emballages et de produits finis ne contiendront pas d'armoire électrique.
- Le site sera équipé d'un système anti-intrusion.

En cas d'incendie non maîtrisé par les moyens internes propres à l'établissement, le SDIS sera sollicité.

La rétention des eaux d'extinction devra être assurée. Le volume à retenir sera déterminé par la règle D9A sans être inférieur à 672 m³.

5.3.7.3 : Surveillance de la sécurité

Les dispositifs de sécurité, les moyens de secours ainsi que les équipements individuels d'intervention doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser six mois, ainsi qu'après chaque utilisation.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant.

TITRE 6 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES A CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 6.1 : ENTREPÔTS

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2007 modifié sont applicables dans les conditions suivantes :

Le bâtiment « local échantillothèque et réfection BIB abimés » de 500 m² et de moins de 500T constitue l'IPD 1, il n'est pas soumis aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

La mezzanine de 650 m³ et de moins de 500t constitue l'IPD 2, elle n'est pas soumise aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Le bâtiment de stockage principal constitué des cellules 5 de 7800m³ et de la cellule 6 de 42 120m³ constitue l'IPD 3. Il devra être conforme aux prescriptions techniques de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

L'exploitant devra se conformer aux dispositions de l'annexe VIII.

CHAPITRE 6.2 : MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site sera remis en état pour un usage industriel.

CHAPITRE 6.3 : AFFICHAGE ET COMMUNICATION

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

CHAPITRE 6.4 : VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

CHAPITRE 6.5 : EXECUTION – AMPLIATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, région Occitanie, en charge de l'inspection des installations classées et le Maire de CARCASSONNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée administrativement à l'exploitant dont le siège social est situé Bd Henry Bouffet, ZI Salvaza, 11000 CARCASSONNE.

Carcassonne, le **09 AVR. 2025**

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale empêchée,
Le sous-préfet chargé de la suppléance

Rémi RÉCIO

